Document généré le 12 oct. 2024 01:29

Bulletin d'histoire politique

L'économie du Québec et le modèle libéral duplessiste dans une perspective comparée

Michel Sarra-Bournet

Volume 24, numéro 1, automne 2015

Le Québec des années 1950

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1033393ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1033393ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cette note

Sarra-Bournet, M. (2015). L'économie du Québec et le modèle libéral duplessiste dans une perspective comparée. *Bulletin d'histoire politique*, *24*(1), 56–74. https://doi.org/10.7202/1033393ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2015

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Note de recherche

L'économie du Québec et le modèle libéral duplessiste dans une perspective comparée

Michel Sarra-Bournet
Chargé de cours en histoire et en science politique
UQAM et Université de Montréal

Les années 1950 sont une décennie d'affluence économique en Amérique du Nord. Intouchés par les combats, les États-Unis et le Canada auront tôt fait de convertir leur infrastructure industrielle à l'économie de paix. Le retour des soldats du front et de la plupart des femmes au foyer, la reprise de la natalité et de l'immigration, et la réalisation d'un désir de consommation réprimé depuis la fin des années 1920 vont alimenter la demande pour les produits de consommation ainsi que pour les ressources naturelles et provoquer une recrudescence des investissements et permettre le plein emploi.

Au Québec comme ailleurs, on vit une croissance jamais vue. Pourtant, ces années 1950 vont se terminer dans l'inquiétude au sujet de l'écart qui semble se creuser entre l'Ontario et le Québec et de la faible participation des Canadiens français à la propriété et à l'administration des entreprises dans la Belle province. Cette étude porte sur trois aspects de la question économique à l'aube de la Révolution tranquille. Elle propose d'abord de revisiter les données quantitatives du développement de l'économie québécoise à la recherche des sources de l'inquiétude manifestée par les intellectuels québécois à la fin de la décennie 1950. Par la suite, elle se penche sur la gouvernance duplessiste dans une perspective d'économie comparée. Enfin, elle s'interroge sur la persistance de la marginalisation économique du Québec à l'échelle du continent.

1. L'inquiétude économique à la fin des années 1950

D'entrée de jeu, nous affirmons le postulat que bien avant le rejet de la tradition, les profondes transformations institutionnelles, l'affirmation du français, l'ouverture sur le monde et la remise en cause du régime fédéral, l'un des premiers ressorts de la Révolution tranquille fut le nationalisme économique. En effet, même si l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale et la réussite de la démobilisation avaient amélioré l'économie québécoise, un consensus s'est formé à la fin des années 1950 autour de l'objectif d'éliminer le retard du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français au sein même de la province où ils sont majoritaires.

Or, cette problématique n'était pas nouvelle. Yves Roby décrit ainsi les années 1920 : « Des commerçants, banquiers, industriels issus de la minorité anglophone contrôlent la vie industrielle et urbaine. Les Canadiens français qui constituent 80 % de la population fournissent une main-d'œuvre abondante et généralement peu qualifiée. […] Depuis plusieurs années, de nouveaux acteurs, les Américains, entrent dans le jeu. […] Ils multiplient les investissements au Canada et au Québec », écrit-il. Cela « suscite les plus grands espoirs chez les libéraux », tandis que les conservateurs et le clergé « tolèrent l'industrialisation quand elle paraît le seul moyen de créer des emplois et freiner l'émigration ». Quant à eux, les nationalistes sont fort pessimistes. Ils voient dans « l'abandon de la ferme pour l'usine une grande défaite nationale [… qui menace] la religion, la langue et les valeurs traditionnelles[1]. » Ils sont déroutés. Certains se détournent du progrès matériel et s'enfoncent dans une idéalisation des facultés morales et spirituelles de la nation.

Plusieurs ne proposent guère, pour ralentir l'exode, que de poursuivre la revanche des berceaux et de se rattacher à la terre et la colonisation, en cherchant à capturer au mieux les retombées de l'agriculture et de son commerce, par la voie coopérative. D'autres misent sur la petite industrie locale, désespérant de voir un jour les Canadiens français accéder à la grande, sauf peut-être à très long terme, après avoir réformé l'éducation pour créer une élite compétente. D'autres encore se tournent toutefois vers l'État pour coordonner l'activité économique et, pourquoi pas, exploiter les ressources hydroélectriques, comme le fait déjà l'Ontario[2].

On en est là lorsqu'éclate la Grande Crise. Mais après dix ans de récession, l'Amérique du Nord vivra un spectaculaire retour à la prospérité. Comme le reste du continent, le Québec connaîtra l'affluence économique, mais sans que se résolve le déséquilibre dénoncé des décennies auparavant. Lors d'un colloque tenu en octobre 1959, Patrick Allen, professeur à l'École des Hautes Études commerciales et directeur de la bibliothèque des HEC, écrit :

> À tout prendre, il semble que le Canadien français dispose d'un avoir économique imposant dont il ne jouit pas suffisamment parce qu'il ne s'en est pas donné la peine ou qu'il n'a pas su développer en lui le sens et une notion évoluée des affaires. […] L'industrialisation de la province s'est faite sous le contrôle d'autres forces que les nôtres parce que nous sommes restés attardés dans un passé qui nous a servi, mais qui peut nous asservir. Nous avons organisé l'État provincial et nos forces politiques en oubliant celles qui les commandent[3].

Pour expliquer cette situation, d'aucuns évoquent à regret les paroles d'Étienne Parent qui, un siècle auparavant, avait prévenu les élites de son temps de l'erreur monumentale qui avait consisté, comme le regrette Louis-Alexandre Bélisle, fondateur en 1928 du journal *Les Affaires*, à

> […] négliger les sciences économiques et pratiques pour les plaisirs égoïstes de la littérature d'agrément, l'étude des langues mortes et la pratique des discours éloquents, comme moyen d'arriver à des fins politiques. C'est ainsi, poursuit Bélisle, que nous sommes demeurés sur la voie d'évitement alors que le reste de l'Amérique prenait l'essor prodigieux qu'on lui connaît et que nous essayons aujourd'hui de rattraper. […] Et à mesure que nos fils, ne pouvant s'établir sur les terres, prenaient le chemin des grandes villes, ils devenaient les clients séduits par ces appâts nouveaux qui canalisaient vers le dehors la majeure partie de leur pouvoir d'achat[4].

Ce constat est d'autant plus grave qu'on vit alors dans une période de croissance accélérée.

Durant les années 1950, en effet, le Québec croît au même rythme que l'Ontario. Mais il n'arrive pas à rattraper sa voisine. Et les Canadiens français demeurent au bas de l'échelle dans la province où ils sont majoritaires. En octobre 1959, l'économiste André Raynauld décrit la situation ainsi :

1) La province de Québec se développe à un rythme rapide depuis longtemps et le niveau de prospérité y est très élevé.
2) Par comparaison avec d'autres provinces du Canada, notamment avec l'Ontario, le revenu moyen des Québécois est beaucoup plus bas. Cet écart de revenus est plus ou moins constant depuis de nombreuses années.
3) Même si la population de langue française forme les quatre cinquièmes de la population totale de la Province, les entrepreneurs canadiens-français contribuent à une fraction minime de la production industrielle[5].

Des voix s'élèvent pour redresser la situation. En 1956, Roland Parenteau, professeur aux HEC, souhaite que « les Canadiens français ne se contentent pas de vivre en parasites des technocrates américains, se limitant à fournir la main-d'œuvre indispensable, mais qu'ils participent à la mise en valeur des ressources sur leur propre territoire[6] ».

Les milieux d'affaires canadiens-français s'interrogeaient depuis un certain temps sur la manière dont l'État provincial pourrait lui venir en aide. En 1941, la Chambre de commerce de Montréal, sous l'impulsion d'Esdras Minville, avait demandé à Adélard Godbout de mettre sur pied un « Conseil de coordination et de recherche » qui ferait l'inventaire des ressources naturelles ainsi que l'intégration de leur exploitation, pour favoriser l'industrialisation de la province. Le premier ministre avait obtempéré en 1943[7] en mettant sur pied le Conseil d'orientation économique du Québec. Cependant, il fut aboli l'année suivante par Maurice Duplessis. Aussitôt, la Chambre avait demandé à ce dernier de mettre les ressources du ministère de l'Industrie et du Commerce au service des hommes d'affaires du Québec dans leur recherche de marchés et de débouchés locaux ou extérieurs[8]. La Chambre de commerce de Montréal avait également été à l'origine de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, la Commission Tremblay, qui tint des audiences de 1953 à 1956. Même si le patronat, tout comme les syndicats, s'y étaient contentés de plaider pour un rôle supplétif de l'État, plusieurs groupes avaient demandé qu'il joue un rôle plus actif en économie et en éducation[9]. En 1958, la Chambre de commerce de la Province reprend l'idée du Conseil d'orientation économique[10], et celui-ci est remis sur pied par Lesage en 1960.

Rien de tel n'avait été entrepris sous Duplessis, dont le modèle économique libéral classique était resté intact depuis les années 1930. Or, l'inquiétude était palpable, au moment où le premier ralentissement économique d'après-guerre se faisait jour.

1.1 La croissance des revenus et de la production

Les années 1930 se sont soldées par un retour à la case départ pour les économies nord-américaines. Le Tableau 1 montre que le revenu personnel moyen des Québécois n'était, en 1940, que de 2 % supérieur à celui de 1930.

Avec le déclenchement de la guerre et l'expansion qui s'est poursuivie par la suite, on constate une forte croissance des revenus des Québécois jusqu'au début des années 1980. Cet enrichissement est toutefois plus lent dans les années 1950.

Comme on peut le voir au Tableau 2, la croissance de l'économie du Québec fut beaucoup moins importante dans la deuxième moitié des années 1950. Il n'en fallait pas plus pour que réapparaissent à la fin de cette décennie les angoisses qui avaient marqué les années 1920.

Cela dit, voyons comment a évolué l'économie québécoise dans l'après-guerre par rapport à celle de l'Ontario, point de comparaison traditionnel depuis les années 1840, lorsque fut créée la province unie du Canada.

Tableau 1

Revenu personnel par habitant et taux de croissance décennal, Québec, 1940-1990

Année	Revenu personnel réel par habitant (dollars constants de 1992)	Période	Taux de croissance décennal
1940	3827 $	1930-40	2,0 %
1950	5851 $	1940-50	52,9 %
1960	7786 $	1950-60	33,1 %
1970	11855 $	1960-70	52,3 %
1980	18071 $	1970-80	52,4 %
1990	20441 $	1980-90	13,1 %

Source : Roma Dauphin, « La croissance de l'économie du Québec au 20e siècle », dans *Le Québec statistique : édition 2002*, Québec, Institut de la statistique du Québec, 2002, p. 3.

Tableau 2

Croissance annuelle moyenne du produit national brut du Québec, 1946-1968

	1951-1956	1956-1961	1961-1966
PNB en $ constants	5,6 %	3,9 %	6,1 %
PNB réel/population	2,8 %	1,2 %	4,2 %

Source : Jean-Claude Lebel, *Horizon 1980. Une étude sur l'évolution de l'économie du Québec de 1946 à 1968 et sur ses perspectives d'avenir*, Québec, ministère de l'Industrie et du Commerce, 1970, p. 65.

Le Tableau 3 nous permet de constater qu'à la fin des années 1950, un écart de croissance se creuse entre le Québec et l'Ontario. En effet, si le pourcentage de personnes employées dans le secteur secondaire est maintenant le même dans les deux provinces en 1961, l'écart se creuse en termes de personnes employées. De 1941 à 1961, le déficit d'emplois manufacturés du Québec par rapport à l'Ontario passe de 125 900 à 216 000 personnes.

Tableau 3

Répartition de la main-d'œuvre selon les secteurs d'industrie (milliers et pourcentages)

	Québec			Ontario		
	1941	**1951**	**1961**	**1941**	**1951**	**1961**
Primaire	311,1	234,7	202,5	323,8	254,7	231,6
	26,5 %	18,0 %	11,4 %	22,4 %	13,7 %	9,7 %
Secondaire	410,8	568,3	610,3	536,7	773,5	826,3
	35 %	38,6 %	34,5 %	37,2 %	41 %	34,5 %
Tertiaire	450,4	610,8 %	904	581,2	835	1283,5
	38,4 %	41,5 %	51,5 %	40,3 %	44,3 %	53,6 %

Source: Mario Dumais, « L'évolution économique du Québec, 1940-1965 », dans Robert Comeau (dir.), *Économie québécoise*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1969, p. 222.

Tableau 4

Répartition de la population, Québec et Ontario, 1941-1961 (chiffres absolus et pourcentages)

	Québec			Ontario		
	Total	**Rurale**	**Urbaine**	**Total**	**Rurale**	**Urbaine**
1941	3 331 822	1 222 198	2 109 684	3 787 655	1 449 022	2 338 633
		36,68 %	63,32 %		38,26 %	61,74 %
1951	4 055 681	1 358 363	2 697 318	4 597 542	1 346 443	3 251 099
		33,49 %	66,51 %		29,29 %	70,71 %
1961	5 259 211	1 352 807	3 906 404	6 236 092	1 412 563	4 823 529
		25,72 %	74,28 %		22,65 %	77,35 %

Source: Gérald Bernier et Robert Boily, *Le Québec en chiffres de 1850 à nos jours*, Montréal, ACFAS, 1986, p. 51.

Ce redressement du secteur secondaire se vérifie au niveau de la répartition de la population entre la ville et la campagne illustrée par le Tableau 4. L'écart passe de 4,2 % à 3,07 % entre 1951 et 1961. Toutefois, nous constatons que durant les mêmes dix années, l'écart de population entre les deux provinces, qui était de 541 861 en faveur de l'Ontario, a augmenté à 976 881, soit 435 020 de plus, et que les deux tiers (67,05 %) de cet accroissement (363 344) est attribuable à l'augmentation de la population dans les villes. L'économie ontarienne en expansion attire des milliers de travailleurs, beaucoup plus que la province de Québec. Ainsi, malgré la « modernisation » de l'économie québécoise, on finit par constater un écart quantitatif important au plan du développement industriel, et celui-ci se répercute dans la croissance démographique.

Tableau 5

Croissance de la population ontarienne par rapport à celle du Québec

	Québec	Ontario	Qc./Ont.
1941	3 331 882	3 787 655	0,880
1951	4 055 681	4 597 542	0,882
1961	5 259 211	6 236 092	0,843

Source : Statistique Canada, *Statistiques historiques du Canada, Séries A1-247, Tableau A2-4, « Population du Canada, par province, dates de recensement, 1851 à 1976 ».*

Alors que les deux provinces croissent à un rythme pratiquement égal entre 1941 et 1951, l'écart se creuse dans les années 1950, comme en fait foi le Tableau 5. La population du Québec, qui représentait 88,2 % de celle de l'Ontario en 1951, ne représente plus que 84,3 % en 1961.

Tableau 6

Population des régions métropolitaines de Montréal et de Toronto, 1951-1961 (en milliers)

	Montréal	Toronto	Mtl./To.
1951	1 539	1 262	122 %
1961	2 216	1 919	115%

Source : Gérard Bélanger, *L'économie du Québec, mythes et réalité*, Montréal, Varia, 2007, p. 38.

Même constat au niveau des métropoles. Le statut de Montréal comme métropole économique du Canada se trouve menacé par la croissance de Toronto. Le Tableau 6 indique que la population métropolitaine de Montréal est en baisse relative par rapport à celle de Toronto. Elle passe de 122 % de sa rivale en 1951, à 115 % en 1961.

Ainsi, qu'on la considère de manière isolée ou en comparaison avec l'Ontario, la croissance économique du Québec montre des signes d'essoufflement à la fin des années 1950. Mais ce qui inquiète encore plus à la fin des années 1950, c'est le manque de mobilité sociale des francophones.

1.3 L'infériorité économique des francophones

Les problèmes particuliers aux Canadiens français étaient nombreux : un surplus de population rurale peu éduquée et peu qualifiée qui ne peut obtenir de bons salaires, un manque d'accès au capital qui les empêche de posséder des entreprises et une discrimination certaine, obstacle à leur promotion au sein de celles-ci.

Tableau 7

Revenu de la main-d'œuvre masculine au Canada selon l'origine (excluant l'agriculture)

Origine	Revenu moyen	Indice (Canada = 100)
Juifs	7 426	168, 2
Britanniques	4 852	110
Allemands	4 207	95,3
Autres	4 153	94,1
Ukrainiens	4 128	93,5
Français	**3 872**	**87,7**
Italiens	3 621	82,0

Source : Lysiane Gagnon, « Les conclusions du Rapport B.B. : De Durham à Laurendeau-Dunton : variations sur le thème de la dualité canadienne », dans Robert Comeau (dir.), *Économie québécoise*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1969, p. 237.

Bien avant que la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (Commission Laurendeau-Dunton) ne documente le phénomène, en se fondant sur le recensement de 1961, la place subordonnée

des Canadiens français dans l'économie canadienne était visible, même au Québec. Le Tableau 7 fait foi de cette « mosaïque verticale » dont a parlé le sociologue John Porter[11], qui se traduit par une stratification socio-économique basée sur l'origine.

Tableau 8

Exportations par catégories d'établissements en pourcentage du total des exportations par secteur manufacturier

Production	Établissements sous contrôle		
	canadien-français	canadien-anglais	étranger
Aliments et boisson	4,89	39,57	55,55
Tabac	0	30,22	69,78
Caoutchouc	2,69	37,18	60,13
Cuir	44,23	48,62	7,14
Textiles	1,00	78,67	20,33
Bonneterie	13,75	60,32	16,93
Vêtement	6,03	91,40	2,57
Bois	47,99	43,66	8,36
Meuble	29,21	62,93	7,86
Papier	2,64	64,30	33,06
Imprimerie et édition	21,17	64,44	14,40
Industrie métallurgique primaire	0,37	41,65	57,98
Produits métalliques	6,10	43,58	50,32
Machinerie	5,85	9,98	84,17
Matériel de transport	4,21	8,78	87,01
Appareils électriques	1,96	53,11	44,94
Produits minéraux non métalliques	0,59	41,46	57,95
Pétrole et huile	0	0	100
Produits chimiques	1,05	12,52	86,44
Industries diverses	13,26	26,31	60,43
Total	4,46	43,98	51,55

Source : Lysiane Gagnon, *op. cit.*, p. 245.

Les Canadiens français ne se classent pas mieux au titre de la propriété des entreprises. Le Tableau 8 montre qu'en 1961, alors qu'ils comptent pour un peu plus de 30 % de la population, ils ne contrôlent même pas 5 % des entreprises. Même en ne tenant compte que des entreprises à propriété canadienne, ils n'en sont propriétaires qu'à 9,2 %.

Les sources de l'inquiétude économique à la veille de la Révolution tranquille sont claires : ralentissement de la croissance à la fin des années 1950, écart grandissant avec l'Ontario, et persistance de la place subordonnée des Canadiens français. Comme on l'a vu, des voix se sont élevées pour réclamer du gouvernement du Québec des politiques de redressement.

2. Le modèle libéral duplessiste dans une perspective comparée

Il faudra attendre les années 1960 avant que l'État provincial soit mis à contribution pour tenter de renverser les tendances qui sèment l'inquiétude, car le gouvernement de Maurice Duplessis ne dérogera pas de sa gouvernance libérale.

2.1 Le mode de régulation libéral de Duplessis

Comme l'a écrit Gérard Boismenu,

> la politique économique d'orientation libérale du gouvernement Duplessis […] appuie ouvertement les intérêts du capital et, d'une façon dominante, celle du grand capital. […] Implicitement, selon cette politique économique, la bourgeoisie non monopoliste du Québec doit se développer à la traîne du grand capital. [Or,] par sa politique économique s'inspirant de l'orientation libérale, le duplessisme, tout en assumant de façon prépondérante les intérêts monopolistes, représente la tendance devenue, à la suite de la crise et de la guerre, progressivement minoritaire au sein du bloc au pouvoir[12].

En d'autres termes, dans un tel modèle économique, les entrepreneurs canadiens-français sont condamnés à œuvrer dans les secteurs les moins rentables de l'économie.

Sur le plan social autant qu'économique, le régime duplessiste pratique alors le même modèle économique qu'avant-guerre. Gilles Bourque et ses acolytes ajoutent que de 1940 à 1960,

> le passage à l'État-providence se gagne sur le terrain, à l'arraché, devant un gouvernement provincial qui résiste jusqu'à la fin. Et c'est même jusque dans les politiques de l'Union nationale elle-même que l'on peut lire l'inéluctable agonie de l'État libéral. Réduit à accepter certaines des subventions conditionnelles aux provinces (par exemple pour la construction d'hôpitaux), le gouvernement de l'Union nationale est obligé de subventionner toujours davantage les institutions privées[13].

Paradoxalement, c'est Ottawa qui permit à Duplessis de répondre à une partie des besoins. Dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, fort d'un meilleur accès aux ressources fiscales, le gouvernement fédéral avait voulu mettre en œuvre à la fois le keynésianisme et l'État-providence. Pour ce faire, il tenta de centraliser les ressources fiscales afin d'accroître davantage sa capacité d'action sociale et économique. À la suite des commissions Rowell-Sirois (1937-1940) et Massey-Lévesque (1949-1951), Ottawa a mis en place un certain nombre de programmes sociaux et d'instruments économiques, au prix d'une bataille avec le gouvernement du Québec qui voulait stopper les initiatives fédérales et préserver, sans toutefois utiliser ses possibilités, l'autonomie de la province. Au nom de l'entreprise privée, Duplessis refusait de participer à la stimulation de l'économie et à la redistribution de la richesse. Celle-ci demeurera, jusqu'en 1960, l'apanage du gouvernement fédéral. Yves Vaillancourt écrit :

> En plus du régime d'assistance publique qui de fait constituait une sorte de programme d'assurance hospitalisation pour les pauvres, il y avait à la fin des années 50, quatre programmes d'assistance sociale catégorielle dont trois étaient à frais partagés entre le fédéral et le provincial (soit les programmes d'assistance pour les personnes âgées de 65 à 70 ans, pour les aveugles et pour les invalides) tandis que le dernier, soit le programme d'assistance aux mères nécessiteuses, relevait exclusivement de l'État québécois. Ajoutons que l'État québécois attendit jusqu'à l'automne 1959 pour entrer dans le programme d'assistance-chômage instauré par le gouvernement fédéral en 1956 et devait attendre jusqu'en 1961 pour entrer dans le programme d'assurance hospitalisation instauré par le gouvernement fédéral en 1957. Quant aux autres programmes sociaux appliqués au Québec, ils provenaient exclusivement de l'initiative de l'État fédéral (l'assurance-chômage, la sécurité de la vieillesse, les allocations familiales)[14].

Au milieu des années 1950, Ottawa abandonna donc une bonne partie de son plan de centralisation des impôts directs et des programmes sociaux pour systématiser les programmes conjoints avec les provinces (à coûts partagés). Ainsi, l'activité du secteur public s'est accrue au Canada dans l'après-guerre parce que le fédéral est intervenu pour soutenir la croissance et réduire les disparités interprovinciales au plan social. Plusieurs provinces ont été entraînées sur le chemin de l'État-providence, certaines malgré elles.

2.2 *Le Québec et les autres provinces canadiennes*

Le Québec n'a pas été une pionnière à cet égard. Comme l'a écrit Robert Armstrong dans son histoire économique du Québec :

> *A change in outlook concerning the appropriate role of the Quebec government in the regional economy awaited the Quiet Revolution of the 1960's.* [...] *Throughout the first four decades of the twentieth century, the government of Quebec occupied a unique position among provincial*

governments in Canada. Provincial government intervention in the regional economy lagged behind all of the other provinces; the Quebec government practiced the strongest of laissez-faire strategies[15].

Or, si la politique économique des gouvernements du Québec est demeurée libérale jusqu'à 1960, cette province s'écartait-elle autant de la norme ? Qu'en est-il des autres provinces dans l'après-guerre immédiat ? Un trop bref survol des politiques sociales et économiques des provinces voisines du Québec nous révèle d'intéressantes similitudes.

Devant l'inaction des conservateurs durant la crise, les libéraux prennent le pouvoir au Nouveau-Brunswick en 1935, et le conservent jusqu'à 1952. L'élection de 1944 les oppose aux progressistes-conservateurs et au CCF. Le gouvernement de J. B. McNair (1940-1952) est reconnu pour son programme d'électrification et de consolidation du système scolaire dans les régions rurales. Bien qu'ils fussent deuxièmes dans le suffrage exprimé, les conservateurs de Hugh John Flemming se maintinrent à la tête de gouvernements majoritaires de 1952 à 1960. Leurs principales réalisations sont l'expansion du système hydroélectrique, l'obtention d'une assistance fédérale au développement régional et à la toute fin, en 1960, la modernisation du système de sécurité sociale. À partir de 1960, les libéraux de Louis Robichaud feront une petite Révolution tranquille[16].

De 1937 à 1951, il y avait une importante convergence de vues entre premiers ministres de l'Ontario et du Québec, notamment vis-à-vis du rôle respectif du gouvernement fédéral et des provinces, au point où certains ont parlé d'un axe Toronto-Québec[17]. En 1943, les libéraux de Mitch Hepburn, Gordon Conant et Harry Nixon cèdent leur place au gouvernement minoritaire du conservateur George Drew, un archi-conservateur, militariste, anti-ouvrier, anti-franco-catholique qui, dans une position minoritaire face au CCF maintenant en seconde place, lance contre toute attente un programme de réforme radical annonçant la sécurité sociale, du logement social, des lois du travail progressistes, des allocations aux mères, des pensions aux vieillards, des mesures pour les vétérans et pour tous les secteurs de l'économie. Il mit d'abord en place un ministère de la Planification et du Développement et une Commission des relations de travail avant de retourner en élection en 1945. Il fut réélu avec une majorité de sièges, grâce à une campagne anticommuniste visant à discréditer le CCF, et les libéraux revinrent en deuxième place. Drew mit en œuvre une bonne partie de son programme, en plus de veiller à l'expansion des réseaux d'autoroutes et d'hydroélectricité et de faire venir 10 000 immigrants qualifiés de Grande-Bretagne. Après qu'il eût quitté Toronto pour devenir chef progressiste-conservateur fédéral en 1948, Leslie Frost lui succéda l'année suivante et conserva le pouvoir jusqu'en 1961[18]. Le mandat de Frost se distinguera par de grands projets hydroélectriques, profitant

notamment de la canalisation du Saint-Laurent, ainsi que par la construction d'écoles et d'hôpitaux. Son gouvernement fut impliqué dans deux scandales : un au sujet des autoroutes en 1955, l'autre, du gaz naturel en 1958. En 1959, il créa une taxe de vente de 3 %, accepta le programme fédéral d'assurance hospitalisation et, en 1960, se lança dans l'expansion du réseau universitaire, tout en faisant preuve de conservatisme fiscal[19].

En 1943, une coalition formée de libéraux, de progressistes-conservateurs et de créditistes, succède au *United Farmers* au pouvoir au Manitoba depuis 1922. Elle est dirigée par Stuart Garson. L'opposition est formée par le CCF. La principale préoccupation du gouvernement *liberal-progressive* est la réduction de la dette. Après que les conservateurs eurent quitté la coalition en 1950 et formé l'opposition officielle en 1953, le gouvernement du Manitoba, maintenant sous la gouverne de Douglas Campbell, commença à dépenser un peu plus dans les secteurs de la construction de routes et de l'électrification rurale, mais refusa de moderniser le système de santé et d'éducation, malgré des pressions à cet effet. Ce n'est qu'après une refonte de la carte électorale, qui avait causé une surreprésentation de la campagne, que les conservateurs de Duff Roblin arrivèrent au pouvoir, profitant de la popularité personnelle du chef et de la vague conservatrice au pouvoir. Roblin inaugura une ère de réformes dans les années 1960, dont l'ampleur ne fut dépassée qu'au Québec et au Nouveau-Brunswick[20].

Comme on peut le constater, la politique économique libérale du gouvernement unioniste de Maurice Duplessis partage plusieurs caractéristiques avec celle de certains gouvernements provinciaux voisins à la même époque : lutte à la centralisation, anticommunisme, électrification rurale, construction d'autoroutes, d'écoles et d'hôpitaux, conservatisme fiscal et scandales de corruption. Si on veut parler de Grande Noirceur pour caractériser son régime, cette épithète convient tout autant à ceux de plusieurs autres premiers ministres provinciaux, la plupart se convertissant sur le tard aux vertus du keynésianisme et de l'État-providence.

À partir des années 1950, devant la situation économique du Québec et des Canadiens français, la classe intellectuelle et les hommes d'affaires du Québec ont tôt fait d'identifier un certain nombre de causes possibles. S'ensuivit un débat sur les origines culturelles ou structurelles du problème. La première thèse, associée à l'École de Laval, mais développée dans la foulée des travaux de sociologues américains comme Norman W. Taylor, soulève le faible goût du risque des entrepreneurs canadiens-français. Dans une variante psychologisante de cette thèse, Pierre Harvey a attribué au traumatisme de la Conquête ce rejet du capitalisme. Pour leur part, les historiens de l'École de Montréal, comme Maurice Séguin, y ont vu les conséquences socio-économiques de la Conquête, le changement d'empire ayant rendu inévitable la marginalisation des entrepreneurs canadiens. D'autres, cependant, comme les économistes Albert Faucher et

Maurice Lamontagne, ont imputé cette situation à la géographie, l'Ontario étant favorisé par sa localisation[21]. Cette explication, qui renvoie dos à dos l'École de Montréal et l'École de Laval[22], mérite qu'on la revisite.

3. La « périphérisation » du Québec à l'échelle du continent

Revenons au milieu de la décennie 1950, moment qui coïncide avec une cassure dans l'élan économique du Québec. Le Tableau 9 nous indique que dans les deux décennies qui ont suivi 1935, la production industrielle du Québec croissait plus rapidement que la moyenne canadienne, au contraire de celle de l'Ontario. La situation s'est renversée dans la période de 1947 à 1957. Dès lors, l'Alberta, la Colombie-Britannique et l'Ontario sont devenus les locomotives économiques du Canada.

Tableau 9

Taux de croissance dégressifs de la production industrielle sur deux décennies, Canada et provinces

1935-1955		**1947-1957**
Alberta	Colombie-Britannique	Alberta
Québec		Ontario
		Colombie-Britannique
Canada entier		**Canada entier**
Ontario		Québec
Manitoba		Nouvelle-Écosse
Île-du-Prince-Édouard	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard
Nouvelle-Écosse		Manitoba
Saskatchewan		Nouveau-Brunswick
		Saskatchewan

Source : André Raynauld, *Croissance et structure économique de la province de Québec*, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1961, p. 69-70.

À partir des années 1950, nous ressentons les effets d'un double phénomène : l'intégration continentale et le déplacement vers l'ouest de l'activité économique du continent. C'est le phénomène de périphérisation décrit ainsi par Gagnon et Montcalm :

> Le continentalisme comprend, entre autres choses, ce que l'on appelle la périphérisation économique du Québec. Entendons par là une diminution de l'importance du Québec

> au sein du Canada et du capitalisme continental et, conséquemment, l'émergence de problèmes structurels à long terme dans l'économie de la province. D'après nous, les répercussions de la périphérisation économique et les réactions qu'elle a entraînées constituent les principaux facteurs explicatifs permettant de situer la Révolution tranquille et d'expliquer sa nature et son orientation[23].

Le Québec n'a pas uniquement souffert du déplacement du centre de gravité démographique conséquent au peuplement de l'Ouest, mais d'un renforcement de la structure industriel de l'Ontario par les filiales américaines. En 1973, l'Office de planification et de développement du Québec faisait l'analyse suivante :

> L'Ontario a tiré parti de sa proximité géographique par rapport à cet ensemble et des facteurs naturels et autres qui l'avantageaient […]. Toutefois, ceci n'aurait pas été possible sur la base des seuls facteurs physiques. […] L'élévation de barrières douanières élevées permit de protéger l'industrie ontarienne naissante et entraîna la migration au nord des sociétés manufacturières américaines. Tout naturellement, celles-ci se localisèrent d'une façon prépondérante en Ontario, plus proche des usines et des maisons-mères américaines dans le prolongement géographique et culturel de leur propre espace économique[24].

Alors que l'industrie manufacturière américaine s'étendait vers le nord, la croissance économique du Québec, qui reposait sur des avantages comparatifs propres, soit les ressources hydrauliques et les autres ressources naturelles, de même que la localisation de Montréal comme axe de transport entre les Grands Lacs et les marchés de l'Atlantique, perdait du terrain. Roma Dauphin note que ce phénomène a touché l'ensemble des provinces et des États de l'est du continent :

> Une bonne partie du déclin du Québec comparé à l'Ontario est la conséquence de facteurs de localisation défavorables. En tant que région ayant une façade sur l'Atlantique et les mêmes spécialisations, le Québec et le Centre-Atlantique ont été aussi défavorisées l'une que l'autre : à mesure que les années passent, le centre de gravité de l'économie nord-américaine se déplace vers le Sud-Ouest[25].

Tous ont dû voir à l'adaptation et à la revitalisation de leur économie. « Avec la périphérisation économique », poursuivent Gagnon et Montcalm, « les piliers traditionnels de l'économie québécoise – le capital anglo-canadien et américain – abandonnèrent graduellement le Québec, particulièrement en faveur de Toronto qui, dans une économie canadienne fortement intégrée à celle des États-Unis, était devenu le centre dominant au Canada[26]. » C'est dans ce contexte qu'en dépit de forces économiques adverses, les gouvernements du Québec ont voulu renverser la situation ou, à tout le moins, en atténuer les effets, surtout pour sa majorité francophone.

Conclusion

À la fin des années 1950, en pleine période d'expansion économique, certains signes inquiétants ont fait resurgir chez les élites intellectuelles et économiques canadiennes-françaises du Québec le spectre de la marginalisation économique qui s'était fait jour dans les années 1920[27]. La remise en cause de la gouvernance libérale de Maurice Duplessis, pourtant substantiellement pratiquée dans d'autres provinces, était à l'ordre du jour. L'arrivée au pouvoir du Parti libéral de Jean Lesage a coïncidé avec la valorisation du gouvernement provincial comme outil de développement économique, en particulier pour sa population francophone. L'État, disait René Lévesque, ministre des Richesses naturelles, est « le plus fort d'entre nous[28]. »

Les gouvernements qui se sont succédé de 1960 à 1980 ont apporté d'importants changements quantitatifs et qualitatifs dans la politique économique de l'État provincial, ralentissant et renversant même certaines des tendances dénoncées dans les années 1920 et 1950, notamment sur le plan de la mobilité socio-économique des francophones (propriété et gestion des entreprises, professions et revenus supérieurs). L'économiste Pierre Fortin écrit :

> Arrivé en trombe au pouvoir en 1960, après la mort de Maurice Duplessis, le gouvernement de Jean Lesage voulut s'attaquer à tous ces problèmes à la fois et mettre fin à ce qu'on appelait l'époque du "retard économique du Canada français". […] Nous avons raison d'être fiers que le défi économique lancé par les artisans de la Révolution tranquille ait été relevé avec succès[29].

Cela dit, le changement de politique économique des années 1960 et 1970 ne fera que retarder temporairement la marginalisation continentale du Québec. « Bien que les actions gouvernementales fussent censées arrêter ou du moins freiner la périphérisation du Québec », écrivent Gagnon et Montcalm, « elles n'ont jamais menacé sérieusement l'économie capitaliste. La stratégie du Québec consistait plutôt à maintenir la position économique de la province et à substituer le capital francophone québécois au capital anglo-canadien et américain. En plus de donner de l'expansion au secteur étatique, cette politique a stimulé le développement d'un secteur des affaires québécois (qui a de plus en plus occupé la place laissée vacante à la suite du départ des entreprises anglophones), quoiqu'elle ne pût renverser le processus de périphérisation[30]. »

En clair, la Révolution tranquille n'a pas arrêté le déplacement de l'activité économique vers l'Ouest. La diminution relative de la population de Montréal par rapport à celle de Toronto, passée de 122 % en 1951 à 115 % en 1961, se poursuivra pendant la Révolution tranquille jusqu'à représenter 94 % en 1981. Elle s'accélérera par la suite, jusqu'à ne représenter que

74 % en 2001, reflétant une nouvelle vague de déplacement de l'activité économique vers l'Ouest après la Révolution tranquille[31].

À partir de 1980, dans un contexte de crise budgétaire et d'accélération de la mondialisation, le mode d'action économique de l'État québécois, tout comme celui de l'État canadien d'ailleurs, est devenu moins interventionniste : l'État accompagnateur a remplacé l'État entrepreneur. La nouvelle vague de déclin relatif de l'économie du Québec est-elle la poursuite d'un mouvement inéluctable ou la conséquence de la combinaison du libre-échange du néolibéralisme ?

Cela est une autre question en soi. Mais qu'il nous soit permis de rappeler que si les années 1950 ont servi de repoussoir pour les champions de l'idéologie néonationaliste de la Révolution tranquille, au point de minimiser certains progrès importants qu'a connus l'économie du Québec à cette époque, la remise en cause actuelle du rôle de l'État dans l'époque post-Révolution tranquille menace au contraire d'idéaliser cette période. Par exemple, Vincent Geloso affirme que « la période de la "Grande Noirceur" en fut une de "Grand Rattrapage" et […] la Révolution tranquille n'a apporté ensuite que des changements mineurs aux tendances déjà en œuvre […]. En fait, les progrès sociaux de la Révolution tranquille – contrairement à ceux du Grand Rattrapage – furent accompagnés d'une lourde hypothèque sur le développement futur de la province[32]. »

Dans le débat qui met aux prises depuis le milieu de la décennie 2000 les adversaires et les défenseurs du modèle québécois, on se retrouve donc devant un renversement de la situation. Lorsque Gilles Paquet juge que la logique nouvelle de la Révolution tranquille, celle de l'État entrepreneur, a étendu « son action planificatrice de manière toujours plus ambitieuse », mais que « cette erre mourra dans les débuts des années 1980, où on finira par reconnaître que la stratégie était désastreuse[33] », il accuse l'étatisme hérité de la Révolution tranquille d'être responsable du déclin économique du Québec. Ce sont les années 1960 et 1970 qui deviennent des repoussoirs au profit d'une posture idéologique néolibérale.

Notes et références

1. Yves Roby, *Les Québécois et les investissements américains (1918-1929)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1975, p. 207, 209, 211 et 215.
2. *Ibid.*, p. 197-203.
3. Patrick Allen, « Notre avoir économique », dans *Le Québec économique*. Documents relatifs à la cinquième session des cours de formation nationale de la Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec, Val-David, 3 et 4 octobre 1959, Saint-Hyacinthe, Éditions Alerte, 1960, p. 38.
4. Louis-A. Bélisle, « L'orientation de notre pouvoir d'achat », dans *Ibid.*, p. 55-56. Voir Étienne Parent, « L'industrie comme moyen de conserver notre nationalité [1846] », dans Roger-J. Bédard (dir.), *L'Essor économique du Québec*, Mont-

réal, Beauchemin, 1969, p. 17-31. L'appel de Parent a été repris par Errol Bouchette dans « Emparons-nous de l'industrie [1902] », dans Roger J. Bédard (dir.), *Ibid.,* p. 233-273.

5. André Raynauld, « Les problèmes économiques de la province de Québec [1959] », dans Roger-J. Bédard (dir.), *Ibid.,* p. 183.
6. Roland Parenteau, « La situation économique des Canadiens français » [1956] dans Roger-J. Bédard (dir.), *Ibid.,* p. 182.
7. Michel Sarra-Bournet, « Entre le corporatisme et le libéralisme : les groupes d'affaires francophones et l'organisation sociopolitique du Québec de 1943 à 1969 », Thèse de doctorat en histoire, Ottawa, Université d'Ottawa, 1995, p. 170.
8. *Ibid.*, p. 187.
9. Michel Sarra-Bournet, « La société civile devant la Commission Tremblay », *Bulletin d'histoire politique,* vol.16, nº 1, automne 2007, p. 48-53.
10. Sarra-Bournet, « Entre le corporatisme… », *op. cit.,* p. 306.
11. Voir John Porter, *The Vertical Mosaic : An Analysis of Social Class and Power in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1965, 626 p.
12. Gérard Boismenu, *Le Duplessisme. Politique économique et rapports de force 1944-1960*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1981, p. 393.
13. Gilles Bourque *et al.*, *La société libérale duplessiste*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1994, p. 317.
14. Yves Vaillancourt, « L'État et le social au Québec. 1. À l'époque où l'État québécois jouait un rôle supplétif », *Le Devoir*, samedi 2 août 1986, p. A1 et A8.
15. Robert Armstrong, *Structure and Change. An Economic History of Quebec*, Toronto, Gage, 1984, p. 83, p. 276.
16. Randy Dyck, *Provincial politics in Canada : towards the turn of the century*, Toronto, Prentice Hall Canada, 1996, p.189-190.
17. Voir P. E. Bryden, « The Ontario-Quebec Axis. Postwar strategies in intergovernmental negociations », dans Edgar-André Montmigny et Lori Chambers (dir.), *Ontario Since Confederation : A Reader*, Toronto, University of Ontario Press, 2000, p. 382-408 et Michel Sarra-Bournet, « Maurice Duplessis et l'axe Toronto-Québec » dans Xavier Gélinas et Lucia Ferretti (dir.), *Duplessis, son milieu, son époque*, Sillery, Septentrion, 2010, p. 286-312.
18. La Big Blue Machine restera au pouvoir jusqu'en 1985.
19. Randy Dyck, *op. cit.,* p. 337-339.
20. *Ibid.,* p. 403-404.
21. René Durocher et Paul-André Linteau, « Introduction », dans *Le retard du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*, Trois-Rivières, Boréal Express, 1971, p. 11-23.
22. Les interprétations de l'École de Laval et de Montréal allaient toutes deux dans le sens d'une reprise en mains de l'économie à travers une plus grande intervention de l'État provincial. Pour Fernand Ouellet (« La Révolution tranquille, tournant révolutionnaire ? », dans Thomas S. Axworthy et Pierre Elliott Trudeau (dir.), *Les années Trudeau*, Montréal, Éditions du Jour, 1990, p. 333-362), la Révolution tranquille aurait redressé la situation, les élites québécoises ayant enfin dépassé leurs vieux complexes. Bien sûr, pour ceux et celles qui sont dans l'esprit de l'École de Montréal, la tâche restera inachevée tant que le Québec n'aura pas accédé au statut d'État souverain.

23. Alain-G. Gagnon et Mary Beth Montcalm, *Québec : Au-delà de la Révolution tranquille*, Montréal, VLB éditeur, 1992, p. 3.
24. Office de planification et de développement du Québec, « La position du Québec dans le Nord-Est américain » [1973], dans Rodrigue Tremblay (dir.), *L'économie québécoise*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1976, p. 356-357.
25. Roma Dauphin, *Économie du Québec : une économie à la remorque de ses groupes*, Montréal, Beauchemin, 1994, p. 27.
26. Alain-G. Gagnon et Mary Beth Montcalm, *op. cit.*, p. 4.
27. À noter que la propriété extérieure des entreprises et l'exode conséquent de l'épargne et des profits touchaient l'ensemble des entreprises canadiennes. Un mouvement de nationalisme économique se dessinait également au même moment au Canada anglais.
28. Voir René Lévesque, « La politique économique de l'État du Québec », *L'Action nationale*, vol. 54, nº 1, septembre 1964, p.44-75.
29. Pierre Fortin, « La Révolution tranquille et l'économie », dans Guy Berthiaume et Claude Corbo (dir.), *La Révolution tranquille en héritage*, Montréal, Boréal, 2011, p. 131-132.
30. Alain-G. Gagnon et Mary Beth Montcalm, *op. cit.*, p. 15.
31. Gérard Bélanger, *L'économie du Québec, mythes et réalité*, Montréal, Varia, 2007, p. 38.
32. Vincent Geloso, *Du Grand Rattrapage au Déclin Tranquille. Une histoire économique et sociale du Québec de 1900 jusqu'à nos jours*, Montréal, Éditions Accent Grave, 2013, p. 29.
33. Gilles Paquet, *Oublier la Révolution tranquille*, Montréal, Liber, 1999, p. 31-33.